



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction  
de l'information  
légale  
et administrative

**BODACC.fr**  
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

**altares**  
► La connaissance inter-entreprises

# Baromètre

## Ventes et cessions de fonds de commerce

(Bâtiment, commerce, industrie ou services)

**Annonces publiées au BODACC  
du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013**

Direction de l'**information légale et administrative**



La référence au service du public

## En 2013, plus de 44 500 fonds de commerce ont été transmis à un prix moyen de 191 066 €

### Trois fois plus nombreuses qu'en 2009, les ETI accélèrent leur développement

Le baromètre BODACC du premier semestre 2013 avait donné le ton. Après une année 2012 particulièrement dynamique, 2013 marque le pas. Le nombre de transmissions de fonds de commerce recule de 8,5 % sur un an, soit à 44 504 reprises en 2013. Il demeure proche de la moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années (45 000). La valeur des fonds de commerce s'essouffle elle aussi (-4,2 %) mais se maintient au-dessus du seuil des 190 000 € (191 066 €), un montant très supérieur à celui observé cinq ans plus tôt en pleine crise (174 500 en 2009). Au global, **11,5 milliards d'euros ont ainsi été échangés.**

Le volume des transactions reste tiré par les microentrepreneurs sans salarié qui concentrent plus de la moitié des reprises (55 %) mais **les Entreprises de taille intermédiaire (ETI) se sont montrées très actives** en 2013 sur le marché des rachats de fonds de commerce. Le nombre des « petits » repreneurs est stable sur un an à 24 632, tandis que celui des ETI explose de près de 60 % à 1 598. En 2009, la reprise de fonds de commerce avait attiré moins de 500 ETI. Désormais, ces dernières trouvent là un moyen très opérationnel d'accroître leur implantation et part de marché.

**L'Île-de-France conserve le leadership national** avec près de 20 % des transactions qui en moyenne se concluent à 267 000 €. Les prix de fonds les plus élevés sont par ailleurs principalement constatés sur le littoral nord-ouest, notamment sur les deux régions normandes où le prix moyen s'établit au-dessus de 200 000 €. Hors métropole, **la Guadeloupe et la Martinique témoignent elles-aussi d'une belle attractivité** avec des prix moyens voisins de 240 000 €.

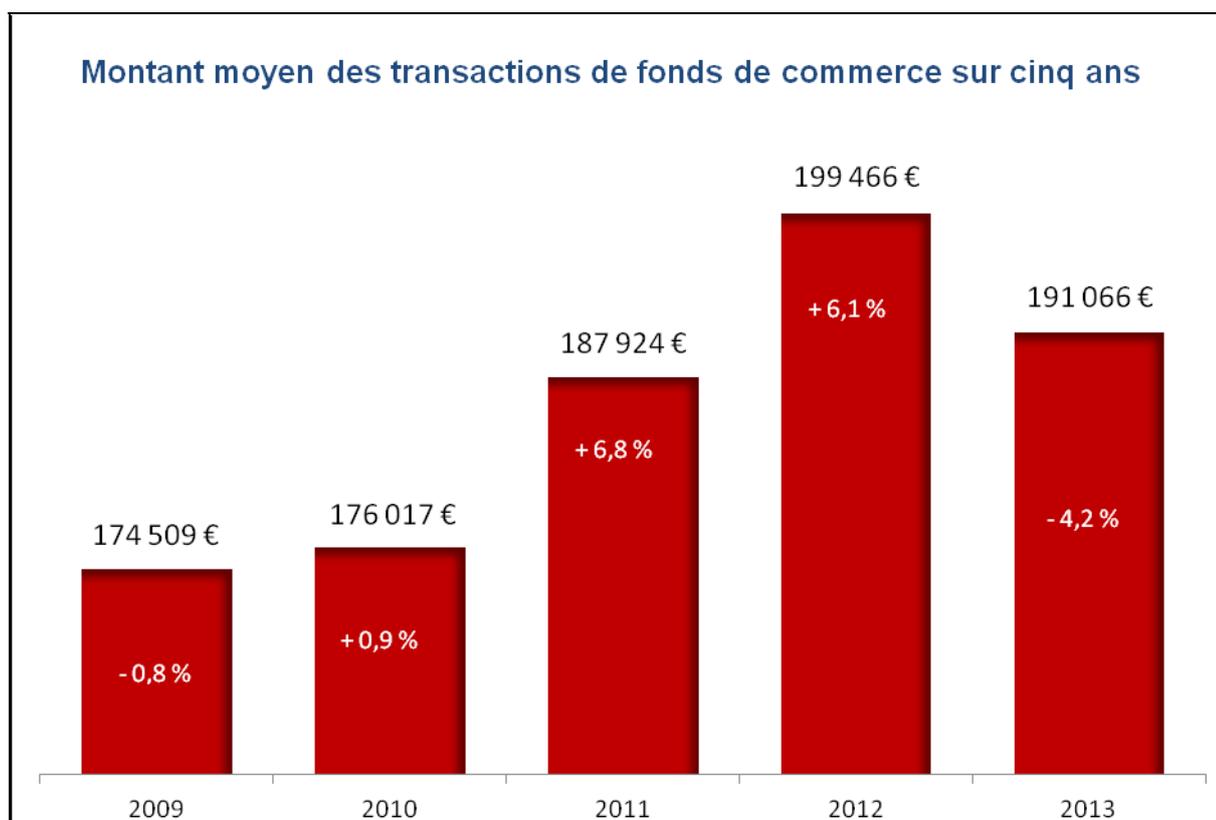
Si la reprise de fonds de commerce contribue fortement au maintien de l'activité et donc de l'emploi sur les territoires, c'est également un levier fort de création de valeur durable. Dans un contexte économique difficile, notamment pour les jeunes entreprises de moins de cinq ans qui représentent la moitié des dépôts de bilan recensés en 2013, **les créateurs d'entreprises par reprise d'un fonds de commerce résistent mieux.** Parmi ceux installés en 2009, ils sont 88 % à être toujours en activité cinq ans après.

## Analyse baromètre BODACC

### Un prix moyen d'acquisition en baisse mais encore très au-dessus de celui de 2009

Le prix moyen d'acquisition des fonds de commerce avait crû de plus de 6 % en 2011 puis en 2012 pour approcher alors 200 000 €. La valeur des fonds avait ainsi gagné 25 000 € en trois ans.

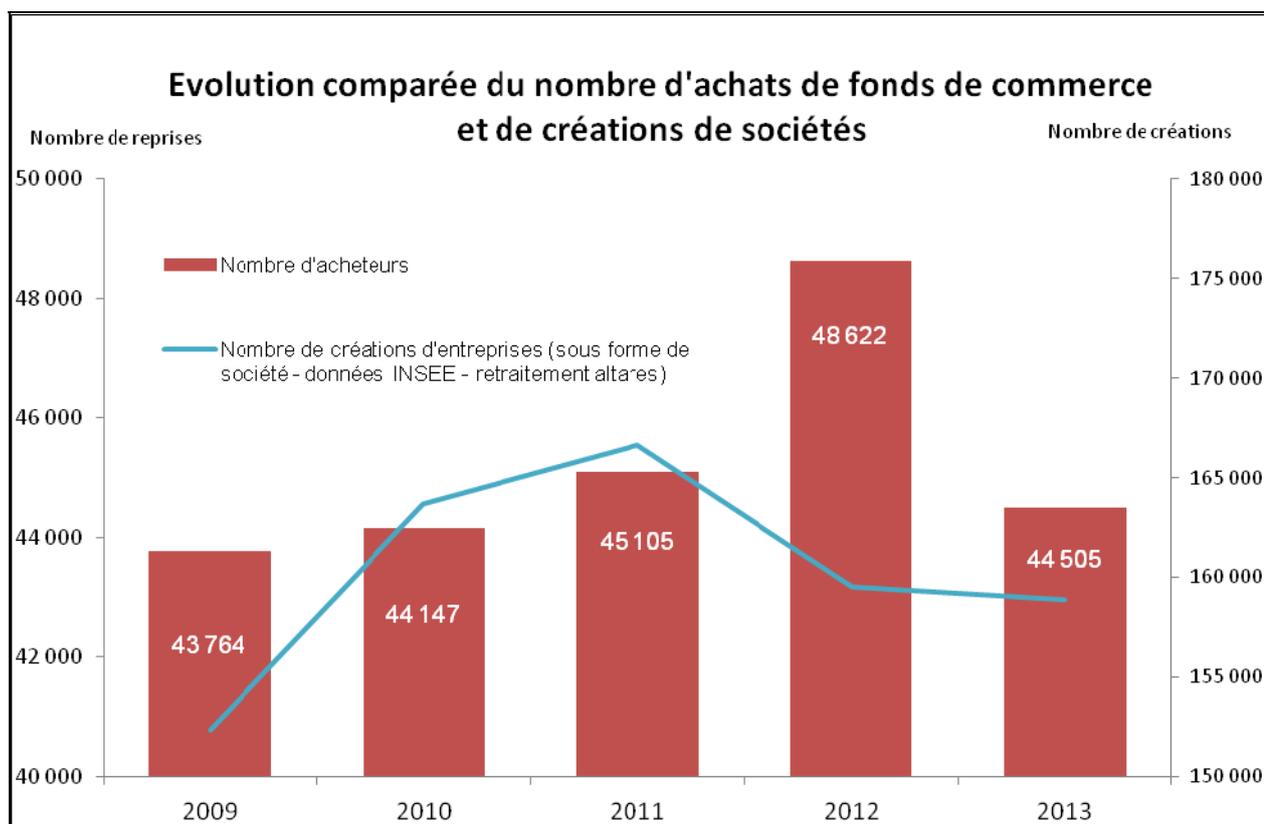
En 2013, le marché reprend son souffle et dans un contexte économique délicat où l'accès au financement est resté compliqué, les vendeurs ont probablement plus difficilement trouvé les acquéreurs au prix souhaité. La valeur des fonds s'est ainsi dépréciée de 8,5 % sur un an à **191 066 €**. Ce montant reste, néanmoins, **très au-dessus de celui constaté en 2009 (174 500 €)**, preuve d'un meilleur niveau de confiance des repreneurs à pouvoir rentabiliser leur investissement.



## 45 000 ventes et cessions en moyenne annuelle sur cinq ans

2012 avait été très dynamique avec plus de 48 000 cessions de fonds de commerce mais en moyenne annuelle sur cinq ans **ce nombre reste voisin de 45 000**. 2013 confirme ce volume pivot avec 44 504 transactions. Cette relative constance confirme la stabilité observée sur la création de sociétés en France. Depuis cinq ans, la création de sociétés nouvelles s'équilibre (aux environs de 160 000 par an). Les reprises de fonds de commerce sont effectuées essentiellement sous un statut de société, principalement SARL.

Pourtant, au-delà de l'effort financier à fournir pour acquérir un fonds de commerce, la meilleure pérennité mesurée sur ces créateurs ne se dément pas. **88 % des entreprises créées en 2009** dans le cadre d'une reprise d'activité **sont toujours en activité cinq ans après**. Rappelons que l'INSEE<sup>(1)</sup> observe que le taux de survie des entreprises cinq ans après leur création est de 50 % pour la génération 2006 et 54 % pour la génération 2002.



(1) INSEE Première N° 1441 avril 2013

### Trois fois plus nombreuses qu'en 2009, les ETI accélèrent leur croissance

L'essentiel des repreneurs (87 %) compte moins de dix salariés.

Plus précisément, 55 % (24 632) sont des **microentreprises sans salarié** qui ont acheté leur fonds de commerce 160 471 € en moyenne. Ce prix d'acquisition est en léger recul (-1 %) sur un an mais demeure supérieur de 15 % à celui constaté en 2009 (139 564 €).

Les **TPE de 1 à 9 salariés** portent, quant à elles, 32 % des reprises à 14 253, nombre en baisse sensible par rapport à 2012 (-19 %). Le montant moyen des transactions est également en retrait (-5,4 %) à 182 612 €, valeur comparable à celle de 2010.

Les **PME de 10 à 249 salariés** sont elles-aussi moins présentes sur le rachat de fonds de commerce. 3 946 se sont portées acquéreuses d'une activité, soit 26 % de moins sur un an alors que 2012 avait atteint un point haut avec plus de 5 300 reprises. Le prix moyen est cependant resté élevé à 388 055 € en retrait de seulement 4,3 % par rapport à la valeur de 2012, qui avait franchi la barre des 400 000 €.

Les **ETI et Grandes entreprises** se sont, en revanche, montrées très actives. 1 673 ont acquis un fonds de commerce en 2013, soit 53,8 % de plus qu'en 2012. L'essentiel (1 598) est constitué d'ETI. Les activités reprises se sont négociées sous la barre des 500 000 €, à 462 202 €.

### Montant moyen des transactions en € par tranche d'effectif des acheteurs

Tranches d'effectif des acheteurs	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
Microentreprises (sans salarié ou inconnu)	139 564	146 425	150 179	162 101	160 471	-1,0%	24 632	0,1%
TPE (1 à 9 salariés)	174 880	184 678	196 049	193 117	182 612	-5,4%	14 253	-18,9%
PME (10 à 249 salariés)	342 963	334 886	354 494	405 392	388 055	-4,3%	3 946	-26,2%
ETI Grandes entreprises (250 salariés et plus)	508 582	348 888	523 654	568 545	462 202	-18,7%	1 673	53,8%
<b>Ensemble</b>	<b>174 509</b>	<b>176 017</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

## Les sociétés à capitaux concentrent huit reprises sur dix (82 %)

Si les SARL restent les plus nombreuses (58 %), les SA et assimilées sont de plus en plus actives. Elles représentaient moins de 10 % des acheteurs jusqu'en 2010. Elles portent désormais le quart (24 %) des transactions.

Près de 26 000 fonds de commerce ont été repris par des **SARL**. Ce nombre encore très majoritaire est cependant en recul sensible (-15 %) sur un an et au plus bas sur cinq ans. Le montant moyen d'acquisition des fonds par des SARL tend à se stabiliser autour de 175 000 €.

L'intérêt des **SA et assimilées** se confirme cette année encore. Le seuil des 10 000 repreneurs (+ 19 %) sous ces formes est désormais franchi. Ils sont deux fois plus nombreux qu'en 2011. Ces structures généralement de plus grande taille et plus anciennes peuvent trouver dans la reprise de fonds de commerce le moyen rapide d'accélérer leur développement. Les transactions se signent toutefois sur un montant moyen en retrait à 286 890 €.

Parmi les autres formes juridiques (1 751 repreneurs), un millier sont des **sociétés en nom collectif** dont près de la moitié exercent l'activité de buralistes ou débits de boisson.

## Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs

Catégories juridiques des acheteurs	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
Entreprises individuelles	98 033	99 754	103 264	104 337	97 565	-6,5%	6 207	-15,9%
Sociétés à responsabilité limitée	170 073	171 391	180 082	176 123	175 503	-0,4%	25 917	-14,8%
Sociétés anonymes ou SAS	372 191	327 597	340 615	376 101	286 890	-23,7%	10 629	19,4%
Autres	373 575	406 965	368 843	387 313	359 298	-7,2%	1 751	-8,5%
<b>Ensemble</b>	<b>174 509</b>	<b>176 017</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

## La reprise de fonds de commerce a séduit plus de 20 000 créateurs d'entreprises

Près de la moitié (47 %) des reprises de fonds de commerce émane de créateurs de **nouvelles entreprises**. 20 664 entrepreneurs ont ainsi créé leur entreprise en 2013 au bénéfice d'une reprise d'activité. Cependant, ce nombre s'inscrit en forte baisse (-13,5 %) par rapport à 2012, et est au plus bas sur cinq ans. Le prix moyen d'acquisition du fonds de commerce se maintient légèrement au-dessus de 170 000 €, seuil franchi en 2010.

Les repreneurs âgés de **un à deux ans** sont également moins nombreux (-8,3 %) à 7 653 mais le prix d'acquisition augmente encore (+4,4 %) et s'établit au-delà de 200 000 €.

2861 entrepreneurs ayant créé leur entreprise depuis **trois à cinq ans** ont signé un rachat de fonds de commerce. Le montant d'acquisition est en retrait par rapport à 2012, mais à plus de 183 000 € il reste très supérieur à celui observé en 2009.

Les repreneurs âgés de **plus de cinq ans** restent actifs et la valeur de rachat au-delà de 200 000 €. Les transactions se sont négociées à plus de 218 000 € pour les acheteurs âgés de six à dix ans, 223 000 € pour ceux de onze à quinze ans et 253 000 € pour ceux âgés de plus de quinze ans.

### Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs

Tranches d'âge des acheteurs	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
Moins d'un an	162 103	170 589	177 490	177 169	170 307	-3,9%	20 664	-13,5%
De 1 à 2 ans	186 659	182 591	184 007	192 793	201 303	4,4%	7 653	-8,3%
De 3 à 5 ans	160 877	161 806	184 628	214 947	183 863	-14,5%	2 861	-0,5%
De 6 à 10 ans	175 430	176 767	198 462	208 833	218 425	4,6%	4 058	-0,3%
De 11 à 15 ans	197 767	173 843	191 986	233 573	223 190	-4,4%	2 466	-4,5%
16 ans et plus	214 097	203 487	245 417	295 699	253 195	-14,4%	6 802	-0,8%
<b>Ensemble</b>	<b>174 509</b>	<b>176 017</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

Si les deux tiers des repreneurs sont de jeunes entreprises créées il y a moins de trois ans, les vendeurs sont naturellement des entreprises plus âgées. **Un vendeur sur deux est installé depuis plus de dix ans.** Les vendeurs encore jeunes, âgés de six à dix ans, restent toutefois nombreux puisqu'ils portent le quart des offres de fonds de commerce.

### Distribution de l'ancienneté des fonds de commerce par % acheteurs/vendeurs

Tranches d'âge Acheteurs / Vendeurs	% acheteurs 2011	% vendeurs 2011	% acheteurs 2012	% vendeurs 2012	% acheteurs 2013	% vendeurs 2013
Moins d'un an	54,4%	0,5%	49,1%	1,0%	46,4%	0,5%
De 1 à 2 ans	18,3%	8,0%	17,2%	8,1%	17,2%	7,6%
De 3 à 5 ans	5,5%	19,5%	5,9%	18,3%	6,4%	18,2%
De 6 à 10 ans	7,3%	23,2%	8,4%	23,8%	9,1%	24,2%
De 11 à 15 ans	4,3%	13,4%	5,3%	13,3%	5,5%	12,8%
16 ans et plus	10,2%	35,5%	14,1%	35,5%	15,3%	36,7%
<b>Ensemble</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Le prix des transactions a bien entendu tendance à augmenter avec le chiffre d'affaires développé par le vendeur. Le rapport est voisin de 1 à 5 entre un fonds à moins de 0,5 M€ de chiffres d'affaires et celui de plus de 10 M€.

Cet écart est moindre dans les services aux entreprises (rapport de 1 à 3) et le commerce de détail ou les services aux particuliers (rapport de 1 à 4). En revanche, le chiffre d'affaires influence davantage le prix de cession dans l'industrie et les transports (rapport de 1 à 6) et plus encore dans le bâtiment et les activités d'information communication (rapport de 1 à 8).

Tranche de CA	Bâtiment	Commerce de détail (hors pharmacies)	Industrie	Information & Communication	Transport & Logistique	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Hébergement Restauration débits de boisson	Ensemble des secteurs
Moins de 0,5 M€	81 548	103 452	148 030	110 134	119 282	151 335	72 779	148 505	<b>130 013</b>
De 0,5 à 1 M€	105 314	188 375	240 511	120 006	169 932	243 947	165 972	429 248	<b>249 352</b>
De 1 à 2 M€	151 549	270 753	255 323	315 977	179 738	248 139	165 027	687 916	<b>392 129</b>
De 2 à 5 M€	129 880	321 367	281 897	236 921	220 471	393 196	155 413	518 375	<b>456 991</b>
De 5 à 10 M€	391 175	384 494	349 407	315 857	396 781	334 557	197 231	215 000	<b>430 048</b>
10 M€ ou plus	653 984	385 002	816 651	892 432	734 859	404 164	259 325	339 346	<b>700 628</b>

### Le commerce et l'hébergement-restauration concentre plus de la moitié des reprises

Le secteur **hébergement, restauration, débits de boisson** (H.R.C.), comme celui du commerce, comptabilise plus de 12 600 rachats de fonds de commerce dont l'essentiel (9 568 soit 21,4 % des transactions) concerne la seule restauration. Le prix d'acquisition d'un fonds se stabilise aux environs de 160 000 € dans le secteur H.R.C. La seule **restauration** a elle-aussi trouvé un point d'équilibre autour de 139 000 €. Les reprises de fonds se traitent à 161 000 € en moyenne dans la restauration traditionnelle et 89 000 € dans la restauration rapide. Les **débits de boisson** maintiennent un prix de vente aux environs de 175 000 €. Dans le secteur H.R.C., c'est **l'hôtellerie** qui tire les prix : le montant moyen de rachat est de 353 000 € en 2013 contre 323 000 € en 2012, et 315 000 € en 2011.

**Montant moyen des transactions en € par secteur d'activité des acheteurs**

Secteurs d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
Agriculture	165 720	149 314	149 472	154 998	248 003	60,0%	247	-3,9%
Construction	115 662	104 615	119 493	130 055	139 326	7,1%	3723	-10,1%
Commerce	243 396	242 831	253 478	264 085	246 427	-6,7%	12634	-11,9%
Industrie	199 481	198 578	199 909	233 381	218 572	-6,3%	4509	-11,8%
Information & communication	258 795	263 773	262 365	332 700	285 911	-14,1%	573	-14,6%
Transport & logistique	178 324	193 514	175 164	223 808	207 566	-7,3%	812	-5,5%
Activités d'assurance et financières	286 719	241 867	340 555	392 820	351 844	-10,4%	603	1,5%
Services aux entreprises	168 056	180 483	206 615	247 655	220 642	-10,9%	3726	6,1%
Services aux particuliers	71 255	69 866	68 698	66 753	66 920	0,3%	3062	-15,2%
Hébergement, restauration, débits de boisson	146 406	151 889	158 763	159 341	160 520	0,7%	12637	-10,6%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>174 509</b>	<b>176 017</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

L'ensemble du **commerce** porte plus de 12 600 transactions (-12 %) pour un montant moyen supérieur à 246 000 €.

L'essentiel des mouvements (10 300) s'opère dans le **commerce de détail**. Parmi ceux-ci, 12 % (1 360) portent sur des hypermarchés, supérettes, supermarchés et **épiceries** dont les prix de cession s'établissent en moyenne respectivement à 831 000 €, 459 000 €, 201 000 € et 77 000 €.

Les **métiers de bouche** concentrent 1 400 transmissions de fonds qui se négocient en moyenne à plus de 110 000 € dans la boucherie ou la boulangerie-pâtisserie, 100 000 € dans les boissons, 96 000 € dans la poissonnerie ou 90 000 € dans les fruits et légumes.

Dans le secteur de **l'habillement**, plus de 1 100 fonds ont été repris. La transaction s'est conclue à 145 000 € dans la chaussure, 136 000 € dans le vêtement et 132 000 € dans la maroquinerie.

Dans le **sport & loisirs**, les prix sont tirés par les commerces de papeterie (186 000 €) devant les librairies (147 000 €) et les articles de sport (141 000 €).

Les activités de **bricolage & équipement du foyer** maintiennent un prix de cession proche de 125 000 € depuis trois ans. Plus précisément, le montant moyen des fonds de commerce est de 180 000 € dans le meuble, 175 000 € dans les quincailleries de plus de 400 m<sup>2</sup> et 155 000 € dans le commerce de tapis et revêtements de sols.

Dans le commerce de détail, comme sur l'ensemble des activités, le prix moyen le plus élevé reste celui des fonds d'officine de **pharmacies** à plus d'un million d'euros (1 147 000 €) en dépit d'un léger repli sur un an (1 265 000 €). Les magasins **d'optique** à l'inverse se renchérissent à 257 000 € contre 245 000 € il y a un an. Le **commerce interentreprises** se situe sur des montants de rachat généralement supérieurs à ceux du détail. Les transactions se signent en moyenne à 307 000 € chez les grossistes alimentaires, 251 000 € pour les biens domestiques (dont 559 000 € pour les produits pharmaceutiques) ou 227 000 € dans les biens d'équipement industriels.

Dans **l'industrie**, le montant moyen des transactions recule de 6,3 % mais se maintient au-dessus des 200 000 € (218 572 €). Les activités agroalimentaires comptent plus de 2 600 transmissions effectuées au prix moyen proche de 200 000 €. Dans l'agroalimentaire, l'artisanat est moteur. En tête, les artisans **boulangers-pâtisseries** concentrent 1 890 transferts de fonds de commerce achetés au prix moyen 195 000 €.

Pour **l'industrie manufacturière**, les transmissions les plus nombreuses et les plus onéreuses se situent dans les métiers de l'énergie, eau, environnement (299 reprises à 364 000 € en moyenne). Elles devancent celles de la mécanique-métallurgie (279 à 281 000 €).

La **construction** et les **services aux entreprises** comptabilisent chacun plus de 3 700 échanges de fonds de commerce.

Le bâtiment porte près de 2 200 transactions conclues au prix moyen de plus de 112 000 € en augmentation de 22,6 % en 2013. Les prix se renchérissent également de plus de 20 % dans les travaux publics à 392 000 €. En revanche, ils reculent, dans l'immobilier.

Dans les services aux entreprises, les acheteurs sont plus nombreux sur un an (+ 6,1 %) mais la valeur des fonds recule de 11 % à 220 000 € après une année 2012 qui avait atteint un point haut à plus de 247 000 €. Les services techniques concentrent la majorité des reprises en particulier dans les activités comptables (249 reprises à 215 000 €), de conseil (263 à 197 000 €) et d'ingénierie (270 à 197 000 €).

Les activités **d'information et communication** s'inscrivent en retrait sensible tant en nombre d'acheteurs (-15 %) que de prix de cession (-14 % à 286 000 €). Les services informatiques qui concentrent 314 des 573 reprises que compte le secteur accusent un recul plus fort des montants de reprise (-22 % à 269 000 €).

Le **transport et la logistique** comptabilisent plus de 800 reprises (-5,5 %) au prix moyen de 207 000 € (-7,3 %). Le transport routier de marchandises porte la moitié des opérations 425 (-11 %) qui se sont traitées à 163 000 € (+ 6 %) un plus haut sur trois ans.

Dans les activités d'**assurance**, près de 200 cabinets d'agents et courtiers d'assurances ont changé de main au prix moyen de 292 000 €.

Les reprises de fonds de coiffeurs et soins de beauté représentent les trois quarts des transactions des **services aux particuliers** dont le prix moyen se fixe depuis deux ans à 64 400 €.

### Montant moyen des transactions en € par activité des acheteurs

ACTIVITÉS	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
<b>Construction</b>							
Bâtiment	89 541	95 734	91 939	112 688	22,6%	2 193	-14,1%
Travaux publics	220 365	324 489	324 736	391 874	20,7%	156	39,3%
Agences immobilières	109 570	110 532	131 407	111 587	-15,1%	535	-15,3%
Autres activités immobilières	176 011	292 461	277 451	257 940	-7,0%	767	-2,2%
<b>Commerce</b>							
Commerce & réparation véhicules	131 286	129 563	150 235	151 348	0,7%	1 695	-10,3%
Magasins multi-rayons	146 042	144 094	161 885	179 002	10,6%	1 367	-4,1%
Détail alimentaire	127 628	140 964	153 571	137 816	-10,3%	1 914	-16,0%
Bricolage & équipement du foyer	105 154	123 818	124 174	122 995	-0,9%	748	-6,1%
Sport & loisirs	159 684	159 676	181 105	165 677	-8,5%	765	-20,6%
Commerce d'habillement	121 595	149 275	161 172	137 131	-14,9%	1 147	-21,4%
Soin de la personne & optique	965 463	963 632	945 042	863 146	-8,7%	1 414	-14,7%
Vente hors magasin	92 632	105 701	89 228	87 624	-1,8%	422	5,2%
Autres commerces de détail	113 716	101 473	101 775	111 991	10,0%	1 113	-9,4%
Carburants & combustibles	121 351	192 303	213 104	372 507	74,8%	109	-29,2%
Autres commerce interentreprises	297 711	171 339	328 946	317 328	-3,5%	308	-10,5%
Centrales d'achat	253 772	156 736	319 099	246 513	-22,7%	119	-7,0%
Alimentaire (interentreprises)	181 488	310 117	236 586	307 327	29,9%	306	2,7%
Textile, habillement (interentreprises)	127 249	174 930	167 337	130 278	-22,1%	147	-25,8%
Biens domestiques (interentreprises)	288 137	286 556	375 720	350 626	-6,7%	251	-14,3%
Équipements informatiques & électroniques (interentreprises)	400 190	355 221	378 797	260 884	-31,1%	69	-5,5%
Machines & équipements (interentreprises)	201 270	158 164	256 266	227 403	-11,3%	383	-18,5%
Matériaux de construction, sanitaire... (interentreprises)	191 313	221 099	381 207	270 573	-29,0%	357	23,5%

ACTIVITÉS	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
<b>Industrie</b>							
Industrie alimentaire	192 604	185 730	205 367	199 574	-2,8%	2 613	-14,8%
Textile, habillement, cuir	156 253	129 823	193 119	262 505	35,9%	109	-24,8%
Bois, matériaux de construction	266 510	289 327	459 366	211 307	-54,0%	183	-10,7%
Papier, carton	180 196	304 091	363 346	242 209	-33,3%	36	20,0%
Imprimerie	91 780	91 399	167 947	86 059	-48,8%	156	-6,6%
Énergie, eau, environnement	382 843	331 785	305 809	363 618	18,9%	299	10,7%
Chimie, pharmacie	393 865	1 070 688	766 282	916 200	19,6%	80	1,3%
Caoutchouc, plastique	295 856	306 417	313 441	217 651	-30,6%	86	-14,9%
Métallurgie, mécanique	133 438	327 898	182 368	281 117	54,1%	279	-8,2%
Informatique, électronique	277 410	154 473	384 255	326 481	-15,0%	38	-26,9%
Machines et équipements	192 034	216 104	190 078	255 886	34,6%	85	-8,6%
Autres industries manufacturières	103 942	124 978	173 836	152 349	-12,4%	194	-3,0%
Réparation, maintenance	112 949	102 047	166 606	124 303	-25,4%	221	-13,3%
<b>Information &amp; Communication</b>							
Services informatiques	325 337	252 225	346 331	269 734	-22,1%	314	-15,1%
Édition	189 060	243 341	155 725	435 971	180,0%	75	-33,6%
Films & son	102 349	267 493	380 713	191 755	-49,6%	48	-22,6%
Télécommunications	167 008	246 179	336 999	225 387	-33,1%	78	5,4%
<b>Transport</b>							
Transport routier de marchandises	192 428	142 646	153 639	163 361	6,3%	425	-11,1%
Transport routier de voyageurs	126 608	186 923	168 267	132 841	-21,1%	237	13,4%
Services de transport	299 968	324 835	532 901	545 900	2,4%	128	-14,7%
<b>Activités d'assurance et financières</b>							
Activités financières	287 082	570 643	625 336	511 437	-18,2%	358	13,7%
Activités d'assurance	184 137	205 301	317 775	276 883	-12,9%	245	-12,2%

ACTIVITÉS	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
<b>Services aux entreprises</b>							
Services techniques aux entreprises	215 281	252 182	214 233	199 841	-6,7%	1 712	6,3%
Activités de location	209 205	214 799	264 498	279 391	5,6%	285	-7,2%
Mise à disposition de ressources humaines	173 562	121 820	265 646	198 696	-25,2%	106	-4,5%
Voyages	109 229	95 813	159 430	151 405	-5,0%	96	-22,0%
Sécurité	202 302	197 661	301 452	142 982	-52,6%	49	-10,9%
Nettoyage de bâtiments	125 445	108 503	103 235	113 669	10,1%	224	1,4%
Services administratifs de bureau	78 188	163 003	363 519	296 258	-18,5%	73	17,7%
Autres activités de soutien aux entreprises	114 375	121 517	134 018	144 817	8,1%	358	4,1%
<b>Services aux particuliers</b>							
Activités de réparation	78 909	69 282	69 721	67 638	-3,0%	167	-29,5%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	68 239	66 864	64 394	64 481	0,1%	2 335	-14,2%
Autres services à la personne	67 112	76 835	76 123	77 748	2,1%	560	-13,7%
<b>Hébergement, Restauration, Débits de boissons</b>							
Hébergement	314 617	314 962	322 981	351 248	8,8%	971	-13,1%
Restauration	129 916	139 227	138 708	139 275	0,4%	9 568	-10,2%
Débits de boissons	162 595	168 452	177 306	174 750	-1,4%	2 098	-11,2%
<b>Autres activités</b>							
Santé humaine	296 922	344 894	531 510	364 845	-31,4%	419	2,4%
Action sociale	294 274	367 281	430 743	215 805	-49,9%	98	8,9%
Activités culturelles	125 333	405 282	163 834	234 047	42,9%	56	7,7%
Activités sportives	142 394	140 307	135 794	148 605	9,4%	108	12,5%
Autres activités récréatives	103 248	134 406	110 336	166 361	50,8%	122	4,3%
Enseignement	98 709	83 517	113 325	81 649	-28,0%	390	7,4%
<b>Ensemble des activités</b>	<b>174 509</b>	<b>176 017</b>	<b>187 924</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

## Le littoral nord-ouest se confirme

Dans un contexte de baisse des prix de vente des fonds de commerce en 2013, les régions du nord-ouest se démarquent. Les deux Normandie et Nord-Pas-de-Calais affichent des valeurs en hausse.

### Montant moyen des transactions en € par région des acheteurs

Régions des acheteurs	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 vs 2012
Alsace	167 225	168 183	167 152	175 463	5,0%	931	-4,9%
Aquitaine	176 301	195 644	184 392	165 708	-10,1%	2 484	-4,9%
Auvergne	132 034	140 721	132 245	151 033	14,2%	1 006	-4,9%
Basse-Normandie	180 869	178 762	191 475	204 749	6,9%	1 276	-14,6%
Bourgogne	136 194	146 721	146 208	149 655	2,4%	1 033	-15,9%
Bretagne	177 499	194 427	203 540	191 980	-5,7%	2 512	-11,0%
Centre	160 334	171 511	186 474	183 964	-1,3%	1 424	-11,4%
Champagne-Ardenne	156 277	195 744	198 867	168 824	-15,1%	717	-1,1%
Corse	177 240	171 821	167 100	180 274	7,9%	270	-4,6%
Franche-Comté	132 618	152 719	165 885	122 946	-25,9%	701	3,4%
Haute-Normandie	175 569	175 036	182 841	200 051	9,4%	1 179	-2,3%
Île-de-France	230 498	243 753	245 075	268 597	9,6%	8 393	-5,9%
Languedoc-Roussillon	146 571	172 728	180 704	158 291	-12,4%	2 065	-8,9%
Limousin	153 471	150 665	152 474	158 514	4,0%	533	-2,7%
Lorraine	151 925	166 556	163 080	146 494	-10,2%	1 328	-9,0%
Midi-Pyrénées	147 756	163 239	163 178	153 649	-5,8%	2 001	-8,6%
Nord-Pas-de-Calais	160 009	222 019	180 416	188 255	4,3%	1 809	-18,7%
Pays de la Loire	154 412	168 904	179 529	171 799	-4,3%	2 706	-8,1%
Picardie	172 634	195 615	200 302	190 700	-4,8%	858	-4,7%
Poitou-Charentes	158 432	162 138	184 845	173 639	-6,1%	1 193	-9,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	185 913	177 420	184 177	183 340	-0,5%	4 225	-14,2%
Rhône-Alpes	158 222	165 840	172 973	171 802	-0,7%	5 293	-7,0%
D.O.M	180 063	284 607	288 090	204 910	-28,9%	539	11,1%
<b>Total France</b>	<b>176 017</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

### Les régions au-dessus de 180 000 €

L'**Île-de-France**, première région économique française, conserve son leadership avec plus de 8 000 reprises (8 393) pour un prix de rachat qui augmente sensiblement (+9,6 %) à près de 269 000 €. Paris draine plus de 40 % des transactions (3 614) sur la base d'un montant de rachat en hausse de 6 % à 284 000 €. Les fonds de commerce se renchérissent fortement dans l'Essonne (260 000 €), le Val-d'Oise (274 000 €), Val-de-Marne (258 000 €) et la Seine-Saint-Denis (227 000 €). Les Hauts-de-Seine concentrent plus de 1 200 reprises pour un prix moyen de 315 000 € en recul de 4 %. Ce dernier recule aussi en Seine-et-Marne (205 000 €) et Yvelines (211 000 €).

Les deux **Normandie** se distinguent avec des prix de ventes au-delà de 200 000 €. En Basse-Normandie, les fonds de commerce se sont appréciés de 7 % à 205 000 €. Cette valeur est tirée par la Manche (227 000 €) et le Calvados (216 000 €). L'Orne est distancée à 125 000 €. En Haute-Normandie (200 000 €, +9 %), la performance est tirée par la Seine-Maritime (206 000 €, +15 %), tandis que l'Eure est en recul de 9 % à 188 000 €.

Le **Nord-Pas-de-Calais** s'inscrit lui aussi sur une hausse des prix de cession (+4 %) à 188 000 €. Le département du Nord affiche une augmentation de 15 % à 203 000 € tandis que le Pas-de-Calais est en baisse de 7 % à 168 000 €.

A proximité, en **Picardie**, les fonds de commerce se déprécient de 5 % sur un an mais demeurent au-dessus du seuil des 190 000 €. L'Oise (215 000 €) et la Somme (218 000 €) dopent le prix régional.

Plus à l'ouest, la **Bretagne** est également au-dessus de 190 000 € (192 000 € ; -6 %). Le Finistère (209 000 €) et le Morbihan (200 000 €) s'inscrivent en hausse respectivement de +10 % et +5 %.

Dernière région du grand quart nord-ouest au-delà de 180 000 €, le **Centre** conserve un prix moyen de cession élevé (184 000 €) mais en légère baisse (-1 %). Le Loiret tire les prix (223 000 €) devant l'Indre-et-Loire (192 000 €). Les autres départements se situent sous la moyenne régionale.

L'ouest concentre donc les prix de vente les plus élevés. L'extrême sud-est tente de résister et ainsi la **Corse** et **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** franchissent aussi le seuil des 180 000 €. En PACA, les fonds de commerce approchent 200 000 € dans les Alpes-Maritimes. Le montant est voisin de 185 000 € en Bouches-du-Rhône, Var et Vaucluse.

Hors métropole, la **Guadeloupe** et la **Martinique** font preuve de création de valeur avec des fonds qui se négocient au-delà de 240 000 €.

### Les régions entre 160 000 € et 180 000 €

En **Alsace**, le prix moyen de cession a gagné 5 % en 2013 à plus de 175 000 €. Ce montant est tiré par le Bas-Rhin (190 000 €) en dépit d'une baisse de 12 % après une forte année 2012. Le voisin du Haut-Rhin affiche une valeur de fonds moindre (150 000 €) mais en hausse de 2 %.

A l'Ouest, **Poitou-Charentes** affiche un prix moyen de cession à 174 000 € en recul de 6 % sur un an. La Charente-Maritime à 182 000 € tire les prix mais la Vienne (175 000 €) démontre une amélioration sensible sur trois ans.

Les **Pays-de-la-Loire** se situent sur une valeur de fonds proche à 172 000 €. La Loire-Atlantique draine la majorité des échanges mais c'est en Vendée que le prix de cession a été le plus élevé en 2013 à 188 000 €.

**Rhône-Alpes**, également à 172 000 €, stabilise le prix de vente des fonds de commerce sur un an et affiche une progression régulière sur cinq ans. Quatre départements se situent aux environs de 190 000 € : la Drôme, le Rhône et les deux Savoie.

Sous les 170 000 €, **Champagne-Ardenne** et **Aquitaine** s'inscrivent sur des baisses de valeur de fonds de plus de 10 %. En Champagne, les Ardennes et la Haute-Marne affichent des prix au-delà de 210 000 €. En Aquitaine, la Gironde draine les volumes de transaction mais c'est le département des Landes qui tire les prix (211 000 €).

En **réunion** et **Guyane**, les fonds de commerce se sont transmis en moyenne à respectivement 164 000 € et 162 000 €.

### Les régions sous le seuil de 160 000 €

Dans le couloir reliant Midi-Pyrénées à la Lorraine, les prix moyens de cession des fonds de commerce se situent sous le seuil des 160 000 €.

En **Languedoc-Roussillon**, les fonds de commerce s'étaient renchérissés en 2011 (173 000 €) puis en 2012 (180 000 €). En 2013, ils reviennent vers les valeurs d'avant 2011 (158 000 €). Le Gard et la Lozère tirent les prix au-delà de 175 000 € tandis que l'Hérault s'inscrit en recul à 165 000 €.

En **Midi-Pyrénées**, les transactions reviennent à 153 000 € soit 10 000 € de moins qu'en 2012 et 2011. La Haute-Garonne draine naturellement le plus gros volume d'échanges, lesquels se sont conclus en moyenne à 165 000 €.

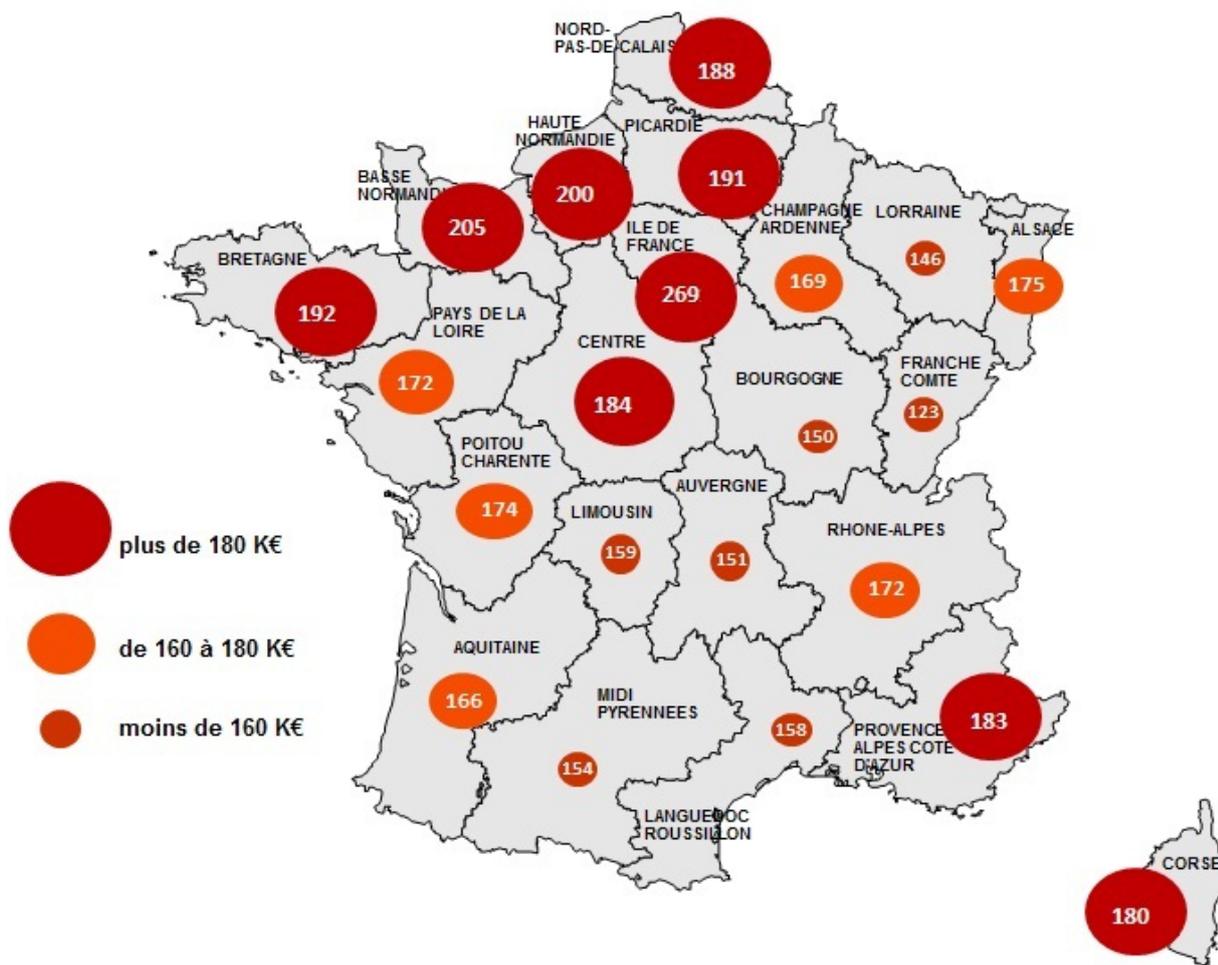
Le **Limousin** enregistre des prix de cession en hausse de 4 % à 159 000 €.

C'est en **Auvergne** que l'augmentation des valeurs des fonds est la plus forte (+14 %) ; à 151 000 € en moyenne, le prix est au plus haut sur cinq ans. L'Allier dope ce montant (177 000 €), les autres départements affichent des prix voisins de 145 000 €.

En **Bourgogne** aussi les fonds de commerce se renchérissent (+2 %) et sont désormais tout proches de 150 000 €. C'est en Saône-et-Loire que le nombre de reprises est le plus élevé mais ce département affiche aussi le prix moyen de cession le plus bas de la région (115 000 €).

La **Lorraine** et la **Franche-Comté** tombent sous le seuil des 150 000 €.

**Carte de France des montants moyens de transactions en K€  
par région des acheteurs**



LA GUADELOUPE

240

LA REUNION

164

LA MARTINIQUE

237

LA GUYANE

162

**Montant moyen des transactions en € par département des acheteurs**

Régions des acheteurs	Dpt	2011	2012	2013	Évolution 2013 Vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 Vs 2012
Alsace	67	168 938	215 661	190 575	-11,6%	594	-2,6%
	68	167 080	146 751	149 557	1,9%	337	-8,7%
Aquitaine	24	153 449	132 777	129 390	-2,6%	332	-2,4%
	33	236 692	182 638	154 057	-15,6%	1 056	-5,8%
	40	165 706	191 994	211 143	10,0%	301	-5,3%
	47	195 782	100 037	153 749	53,7%	259	-2,6%
	64	163 071	179 604	188 876	5,2%	536	-5,5%
Auvergne	03	142 463	130 481	171 847	31,7%	252	-1,2%
	15	129 555	118 293	142 550	20,5%	106	-9,4%
	43	129 895	99 855	146 495	46,7%	198	-1,5%
	63	147 093	148 487	143 587	-3,3%	450	-7,2%
Basse-Normandie	14	187 466	228 737	216 061	-5,5%	664	-17,3%
	50	186 686	163 952	226 799	38,3%	405	-14,9%
	61	136 422	122 348	125 282	2,4%	207	-3,3%
Bourgogne	21	186 175	154 523	174 991	13,2%	292	-15,1%
	58	173 226	129 353	124 151	-4,0%	134	-13,0%
	71	109 116	151 469	114 614	-24,3%	428	-14,2%
	89	138 914	122 473	210 855	72,2%	179	-22,5%
Bretagne	22	186 019	163 417	158 143	-3,2%	418	-25,1%
	29	197 484	190 161	209 458	10,1%	620	-10,3%
	35	196 040	215 564	189 857	-11,9%	888	-1,7%
	56	196 024	191 395	200 259	4,6%	586	-12,8%
Centre	18	186 358	155 596	179 343	15,3%	194	-13,8%
	28	170 436	157 843	166 088	5,2%	221	-7,1%
	36	93 797	166 815	149 975	-10,1%	144	9,1%
	37	165 058	155 858	192 335	23,4%	343	-10,9%
	41	167 135	227 237	152 010	-33,1%	194	-21,8%
	45	211 423	244 505	222 832	-8,9%	328	-13,7%

Régions des acheteurs	Dpt	2011	2012	2013	Évolution 2013 Vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 Vs 2012
Champagne-Ardenne	08	149 205	236 008	213 200	-9,7%	131	-3,7%
	10	199 447	150 561	129 744	-13,8%	189	-4,1%
	51	244 679	229 125	158 533	-30,8%	316	2,6%
	52	131 035	132 677	218 708	64,8%	81	-3,6%
Corse	2A	176 175	175 872	148 052	-15,8%	140	8,5%
	2B	168 507	161 761	216 266	33,7%	123	-19,1%
Franche-Comté	25	151 274	201 499	140 762	-30,1%	303	-0,3%
	39	140 848	135 006	121 223	-10,2%	201	4,7%
	70	180 098	144 567	99 749	-31,0%	135	19,5%
	90	149 544	151 997	105 171	-30,8%	62	-10,1%
Haute-Normandie	27	181 043	205 873	187 758	-8,8%	366	7,3%
	76	172 807	179 277	205 617	14,7%	813	-6,1%
Île-de-France	75	283 057	268 495	284 235	5,9%	3 614	-2,1%
	77	217 455	207 625	205 303	-1,1%	544	-22,5%
	78	243 234	222 111	211 903	-4,6%	632	-13,5%
	91	198 995	170 408	259 798	52,5%	514	-6,2%
	92	260 274	327 481	314 632	-3,9%	1 210	-2,6%
	93	169 708	196 141	227 011	15,7%	729	-5,8%
	94	225 682	195 821	257 926	31,7%	673	-8,1%
	95	177 986	198 209	274 083	38,3%	477	-4,4%
Languedoc-Roussillon	11	150 124	162 988	109 192	-33,0%	246	-13,7%
	30	176 416	175 475	175 906	0,2%	483	-8,0%
	34	191 955	172 483	164 882	-4,4%	842	-12,7%
	48	167 363	175 016	176 723	1,0%	69	0,0%
	66	141 683	167 273	150 860	-9,8%	425	0,5%
Limousin	19	182 470	114 214	139 800	22,4%	204	20,0%
	23	85 378	145 019	186 838	28,8%	66	-7,0%
	87	147 245	166 844	166 540	-0,2%	131	-14,3%

Régions des acheteurs	Dpt	2011	2012	2013	Évolution 2013 Vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 Vs 2012
Lorraine	54	161 819	140 353	160 593	14,4%	263	-4,2%
	55	203 898	87 159	171 029	96,2%	406	-17,3%
	57	180 770	190 124	143 395	-24,6%	86	-12,3%
	88	129 333	107 438	122 639	14,1%	576	-5,5%
Midi-Pyrénées	09	233 664	124 651	132 579	6,4%	260	7,9%
	12	137 026	158 711	115 771	-27,1%	96	-7,0%
	31	189 747	176 226	164 754	-6,5%	199	-1,6%
	32	140 840	145 482	267 402	83,8%	884	2,1%
	46	143 180	111 234	141 598	27,3%	148	-20,9%
	65	141 828	140 921	132 682	-5,8%	121	-5,6%
	81	106 300	130 564	126 194	-3,3%	167	-20,3%
Nord-Pas-de-Calais	59	244 512	175 657	202 699	15,4%	139	-22,9%
	62	186 014	180 238	167 737	-6,9%	1 077	-11,7%
Pays de la Loire	44	200 471	189 043	179 671	-5,0%	732	-2,9%
	49	145 607	180 454	164 852	-8,6%	1 090	-16,2%
	53	146 150	198 552	132 285	-33,4%	513	-7,8%
	72	159 702	177 336	161 514	-8,9%	237	-13,1%
	85	154 265	153 138	187 840	22,7%	338	-6,2%
Picardie	02	182 690	163 085	136 068	-16,6%	528	7,7%
	60	172 910	222 214	215 130	-3,2%	281	-14,5%
	80	234 301	202 786	218 450	7,7%	306	-3,6%
Poitou-Charentes	16	130 107	153 760	157 312	2,3%	271	-1,4%
	17	192 300	217 102	182 102	-16,1%	207	-10,1%
	79	173 675	168 412	161 458	-4,1%	543	-14,2%
	86	120 457	130 178	175 512	34,8%	187	-10,5%

Régions des acheteurs	Dpt	2011	2012	2013	Évolution 2013 Vs 2012	Nombre transactions 2013	Évolution 2013 Vs 2012
Provence-Alpes-Côte d'Azur	04	130 229	124 828	125 295	0,4%	157	0,0%
	05	159 059	166 947	129 200	-22,6%	207	8,9%
	06	190 964	181 343	198 323	9,4%	1 062	-12,1%
	13	171 080	180 820	185 181	2,4%	1 451	-13,8%
	83	182 574	170 285	184 678	8,5%	917	-22,0%
	84	173 291	188 786	185 656	-1,7%	431	-15,8%
Rhône-Alpes	01	130 806	138 604	131 895	-4,8%	420	4,7%
	07	161 306	134 480	140 056	4,1%	251	-9,4%
	26	166 366	141 156	195 956	38,8%	419	10,6%
	38	136 935	154 272	141 581	-8,2%	884	-8,7%
	42	151 356	156 628	139 544	-10,9%	666	-14,2%
	69	158 166	177 798	189 096	6,4%	1 623	-9,1%
	73	228 520	171 862	191 127	11,2%	402	-10,9%
	74	218 153	184 073	189 611	3,0%	628	-4,1%
D.O.M	97	292 692	288 090	204 910	-35,9%	539	-34,0%
<b>Total France</b>		<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>-4,2%</b>	<b>44 504</b>	<b>-8,5%</b>

## Annexe

Tableau des valeurs et nombre de ventes et cessions pour quelques codes NAF

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Alimentation & métiers de bouche	1071C	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	2 491	190 440 €	2 355	195 749 €	1 954	194 578 €
	1071D	Pâtisserie	116	138 099 €	111	147 291 €	108	124 139 €
	4711B	Commerce d'alimentation générale	970	79 466 €	990	78 765 €	841	76 365 €
	4721Z	Commerce de détail de fruits et légumes	151	97 488 €	171	99 545 €	139	89 279 €
	4722Z	Commerce de détail de viandes	729	107 587 €	739	106 867 €	620	111 473 €
	4723Z	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques	85	103 711 €	90	103 968 €	65	96 139 €
	4724Z	Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie	174	115 111 €	174	143 956 €	201	117 113 €
	4725Z	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	155	131 659 €	152	107 099 €	134	101 776 €
	4781Z	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	192	72 368 €	156	77 599 €	137	74 057 €

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Cafés-Hôtels-Restaurants	5510Z	Hôtels et hébergement similaire	881	329 480 €	825	341 640 €	732	365 123 €
	5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	97	127 328 €	89	114 633 €	92	193 590 €
	5530Z	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	194	354 397 €	202	334 634 €	146	382 833 €
	5610A	Restauration traditionnelle	7 482	159 626 €	7 281	163 016 €	6 436	161 404 €
	5610C	Restauration de type rapide	3 118	88 993 €	3 196	83 023 €	2 945	89 120 €
	5621Z	Services des traiteurs	144	104 945 €	162	104 872 €	166	108 753 €
	5630Z	Débits de boissons	2 429	168 452 €	2 363	177 306 €	2 098	174 750 €
Multirayons	4711C	Supérettes	161	194 281 €	160	147 496 €	175	201 580 €
	4711D	Supermarchés	182	321 762 €	184	430 729 €	266	458 887 €
	4711F	Hypermarchés	55	533 747 €	82	760 242 €	76	830 827 €
Commerce de détail d'activités de loisir	4761Z	Commerce de détail de livres	132	124 398 €	119	138 762 €	115	146 854 €
	4762Z	Commerce de détail de journaux et papeterie	557	178 755 €	568	197 219 €	441	185 902 €
	4764Z	Commerce de détail d'articles de sport	207	141 335 €	224	159 463 €	167	141 362 €
Commerce de détail d'équipement du foyer	4751Z	Commerce de détail de textiles	127	94 578 €	100	92 860 €	87	87 482 €
	4752A	Commerce de détail de quincaillerie en petites surfaces	100	134 721 €	81	101 016 €	89	122 141 €
	4754Z	Commerce de détail d'appareils électroménagers	78	95 140 €	90	87 711 €	62	70 504 €
	4759A	Commerce de détail de meubles	141	150 936 €	164	136 908 €	145	179 985 €

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Commerce de détail d'habillement	4771Z	Commerce de détail d'habillement	1 191	136 770 €	1 190	142 722 €	943	136 196 €
	4772A	Commerce de détail de la chaussure	213	146 240 €	212	154 405 €	142	145 713 €
	4772B	Commerce de détail de maroquinerie	44	146 844 €	58	126 226 €	62	131 725 €
Activités de beauté	4775Z	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté	78	197 400 €	82	222 983 €	69	145 829 €
	9602A	Coiffure	2 019	67 472 €	1 919	67 306 €	1 622	66 144 €
	9602B	Soins de beauté	650	60 969 €	693	55 140 €	613	57 299 €
Activités de santé	4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques	1 179	1 260 284 €	1 096	1 264 969 €	924	1 147 194 €
	4774Z	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques	90	196 029 €	88	243 933 €	63	252 724 €
	4778A	Commerces de détail d'optique	344	284 851 €	391	244 752 €	358	257 313 €
	8690A	Ambulances	156	222 501 €	153	241 538 €	140	233 323 €
	8690B	Laboratoires d'analyses médicales	71	697 202 €	183	1 076 331 €	169	1 079 339 €
Autres commerces de détail	4726Z	Commerce de détail de produits à base de tabac	529	233 537 €	605	254 255 €	428	237 775 €
	4779Z	Commerce de détail de biens d'occasion	112	73 230 €	63	97 735 €	101	73 486 €
	4776Z	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines...	608	93 996 €	528	75 522 €	472	79 888 €
	4777Z	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie	136	126 125 €	139	159 128 €	143	181 819 €

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Services aux particuliers	8553Z	Enseignement de la conduite	163	63 926 €	222	65 566 €	202	59 898 €
	8559A	Formation continue d'adultes	53	108 392 €	67	97 575 €	86	99 292 €
	8810A	Aide à domicile	22	75 064 €	38	72 509 €	51	75 633 €
	9601B	Blanchisserie-teinturerie de détail	382	62 318 €	402	61 401 €	330	59 197 €
Informatique et télécommunication	4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, de logiciels ...	63	122 541 €	76	62 984 €	62	106 202 €
	4742Z	Commerce de détail de matériels de télécommunication	69	146 187 €	58	97 554 €	65	121 029 €
	6201Z	Programmation informatique	59	181 481 €	75	222 126 €	83	342 321 €
	6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	99	322 529 €	202	347 117 €	166	229 646 €
Services aux entreprises	6920Z	Activités comptables	75	316 728 €	172	295 611 €	249	214 947 €
	7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	152	171 990 €	250	156 685 €	263	197 068 €
	7112B	Ingénierie, études techniques	143	264 784 €	247	154 434 €	270	196 516 €
	7120A	Contrôle technique automobile	163	158 149 €	180	156 810 €	174	155 874 €
	7311Z	Activités des agences de publicité	91	131 164 €	128	166 329 €	104	137 870 €
	7820Z	Activités des agences de travail temporaire	57	124 661 €	103	242 010 €	97	199 278 €
	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	132	105 439 €	144	110 993 €	146	110 338 €
	8130Z	Services d'aménagement paysager	227	90 352 €	231	91 178 €	208	83 738 €

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Transport & voyage	4932Z	Transports de voyageurs par taxis	148	106 869 €	131	111 255 €	146	99 267 €
	4939A	Transports routiers réguliers de voyageurs	32	228 726 €	39	273 276 €	42	174 573 €
	4939B	Autres transports routiers de voyageurs	24	247 507 €	38	238 666 €	42	290 878 €
	4941A	Transports routiers de fret interurbains	143	175 493 €	155	175 005 €	169	176 713 €
	4941B	Transports routiers de fret de proximité	233	127 781 €	274	151 215 €	219	154 208 €
	7911Z	Activités des agences de voyage	84	100 506 €	106	162 086 €	81	116 208 €
Immobilier	6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	42	179 022 €	77	171 200 €	99	191 996 €
	6820A	Location de logements	44	173 132 €	76	152 236 €	78	190 899 €
	6831Z	Agences immobilières	491	110 532 €	632	109 898 €	535	111 587 €
	6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	71	265 150 €	165	280 654 €	126	209 381 €



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction  
de l'information  
légale  
et administrative

**BODACC.fr**  
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

**altares**  
► La connaissance inter-entreprises

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Second œuvre du bâtiment	4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	279	96 581 €	298	85 818 €	226	102 250 €
	4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	130	108 030 €	121	129 816 €	116	131 352 €
	4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs	92	68 578 €	80	73 336 €	81	76 113 €
	4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	225	96 626 €	193	72 152 €	164	69 603 €
	4391A	Travaux de charpente	75	67 776 €	69	101 354 €	65	94 488 €
	4391B	Travaux de couverture par éléments	106	86 954 €	103	74 299 €	80	67 913 €
	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	333	80 752 €	339	79 293 €	284	86 590 €
TP & Gros œuvre du bâtiment	4312A	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	145	117 340 €	139	132 282 €	115	157 568 €
	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	365	107 955 €	351	79 760 €	297	144 883 €
	4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	266	83 127 €	261	72 965 €	228	91 246 €
	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	194	102 258 €	173	119 296 €	148	83 035 €

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Commerce de gros	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	81	294 992 €	75	264 234 €	120	387 182 €
	4642Z	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	145	186 385 €	172	172 847 €	116	133 450 €
	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	87	183 472 €	125	251 032 €	107	288 951 €
	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	70	110 640 €	91	153 065 €	100	160 329 €
	4669B	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers	74	249 555 €	154	213 591 €	137	258 698 €
	4673A	Commerce interentreprises de bois et de matériaux de construction	92	262 636 €	138	277 730 €	205	316 053 €

Branche	Code NAF	Activité	2011		2012		2013	
			Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €	Nombre	Prix moyen en €
Automobile	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	336	171 676 €	376	246 148 €	339	264 617 €
	4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	1 102	114 216 €	1 138	118 201 €	1 048	115 443 €
	4531Z	Commerce de gros d'équipements automobiles	42	152 510 €	86	327 856 €	53	289 806 €
	4532Z	Commerce de détail d'équipements automobiles	84	175 771 €	94	115 261 €	81	124 566 €
	4540Z	Commerce et réparation de motocycles	93	104 686 €	120	122 053 €	97	99 374 €
	7711A	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	73	135 117 €	78	142 731 €	76	123 563 €
Industrie	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	95	101 399 €	116	123 095 €	99	90 414 €
	2562B	Mécanique industrielle	93	247 282 €	107	167 196 €	85	218 581 €
	3312Z	Réparation de machines et équipements mécaniques	87	71 705 €	92	104 559 €	87	121 963 €
	3511Z	Production d'électricité	48	441 501 €	87	445 591 €	113	323 912 €
	3832Z	Récupération de déchets triés	29	301 252 €	86	248 042 €	66	311 173 €

## Note méthodologique

### Le champ d'analyse :

Lors de la vente d'un fonds de commerce, les formalités de publicité incombent à l'acquéreur. C'est pourquoi le baromètre BODACC analyse des transactions du point de vue du repreneur plus que du vendeur. Le périmètre d'analyse porte sur l'exploitation de l'ensemble des annonces de ventes et cessions publiées au BODACC depuis 2008. Les mentions clés publiées au BODACC, à savoir la date de l'acte, les coordonnées du repreneur, le montant d'acquisition du fonds et les coordonnées du précédent propriétaire ont été enrichies de données complémentaires extraites des bases de données Altares.

### Définition de la moyenne des prix d'acquisition :

Le prix moyen représente la somme des montants d'acquisition des fonds divisée par le nombre de transactions. Cette moyenne est calculée sur la population des transactions dont le montant est compris entre 10 K€ et 10 M€. Ce champ spécifique permet de dégager des tendances cohérentes sur les prix d'acquisitions pratiqués.

En effet, quelques opérations très fortes peuvent perturber les résultats. Ainsi en 2013, une trentaine de ventes de plus de 10 M€ ont été observées représentant un montant global de 2 milliards d'€.

A l'inverse, les plus faibles transactions inférieures à 10 K€, si elles sont moins perturbantes du fait de leur faible montant et de leur petit nombre (moins de 5 % de l'ensemble des transactions), traduisent mal la réalité des reprises économiques.

### Nomenclature d'activités :

La distribution des secteurs d'activité s'appuie sur la nouvelle nomenclature des activités françaises (NAF) révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les regroupements établis sont des formats standards couramment utilisés dans le cadre des études économiques.

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
Agriculture	01 à 03
Construction	41 à 43 et 68
Commerce	45 à 47
Industrie	05 à 39
Information & communication	58 à 63
Transport & logistique	49 à 53
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	69 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	95 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	55 à 56
Autres activités	84 à 94 et 99

## Glossaire

### Fonds de commerce :

Entité économique d'éléments affectés à l'exploitation d'une activité commerciale. Ces éléments constituent la valeur du fonds. On distingue les éléments corporels (matériels, marchandises, équipements...) et les éléments incorporels (clientèle, droit au bail, nom commercial, enseigne...). La vente des fonds de commerce fait l'objet de précautions particulières en termes de publicité pour sauvegarder les intérêts des créanciers du vendeur. En effet, les éventuels créanciers disposent de dix jours à compter de la publicité au *BODACC* pour faire opposition à la cession.

### Ventes et cessions :

Opération juridique au cours de laquelle la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens ou d'un droit passe du patrimoine du cédant à celui du cessionnaire (bénéficiaire de la cession). Il en est ainsi pour les ventes et cessions de fonds de commerce. Sont ainsi publiés aux *BODACC* les transferts de propriété de fonds de commerce par achat, par apport ou par apport partiel d'actifs. La transaction peut porter tant sur un établissement, un droit au bail ou une simple branche d'activité.

L'acte de cession de fonds doit faire l'objet d'une première publicité dans un journal d'annonces légales local, puis d'une publication nationale au *BODACC*. Outre les informations relatives à ce dernier, l'avis au *BODACC* comprend le fonds acquis, le type d'acquisition (achat, apport...), le montant de la transaction, les coordonnées du précédent propriétaire ainsi que les références de la publicité préalable dans un Journal d'annonces légales et les conditions pour faire opposition. Les créanciers du vendeur ont dix jours à compter de cette publicité pour former opposition au prix de vente du fonds. Cette opposition a pour effet d'empêcher que le prix de la cession, placé sur un compte de séquestre, ne soit remis au vendeur. La somme bloquée sur le séquestre constitue une garantie pour les éventuels créanciers. Ainsi un acquéreur qui paierait le vendeur sans avoir procédé aux publicités nécessaires ou avant les délais des dix jours, peut en outre se voir contraint de rembourser les éventuelles créances du vendeur. C'est ce qui explique que ce soit l'acquéreur qui procède aux formalités de publicité.

### Transaction :

Convention conclue par acte authentique stipulant les engagements réciproques interdépendants des parties prenantes à la vente de fonds de commerce (cédant et cessionnaire).

### Repreneur :

Unité légale (entreprise individuelle ou entreprise) qui reprend totalement ou partiellement, l'activité d'un ou plusieurs établissements économiques d'une autre unité légale.

### Catégorie juridique :

La catégorie juridique décrit le statut juridique de l'entreprise. Les différentes formes juridiques ont été créées par la loi, soit pour réglementer une activité, soit pour répondre à un vide juridique, mais le but est toujours d'adapter le droit aux réalités et aux besoins économiques. Le droit des affaires distingue :

- l'entrepreneur indépendant (artisan, commerçant...);
- la société (SARL, SA...);
- le groupement (GIE, association).

### Etablissement :

Pour le répertoire Sirene (répertoire des entreprises et des établissements réalisé par l'INSEE), un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). Un établissement se compose d'un lieu et d'une activité. On distingue trois types d'établissement :

- **établissement principal** : lieu où s'exerce l'activité principale d'une entreprise. Généralement, cet établissement se situe à l'adresse du siège social ;
- **établissement complémentaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe dans le même ressort du greffe du tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal ;
- **établissement secondaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe en dehors de ressort du greffe de tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal.

### Entreprise :

Personne physique ou morale exerçant de manière indépendante une activité professionnelle non salariée.

Il existe deux grandes catégories d'entreprises :

- **l'entreprise individuelle** qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de son exploitant (par exemple : commerçant, artisan, profession libérale, exploitant agricole...);
- **l'entreprise dite personne morale** (par exemple : société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL)...).